

Identification

A. Forme non prégélatinisée : par observation au microscope

B. Test positif de coloration à l'iode (bleu foncé à rouge clair)

Pureté

(toutes les valeurs sont exprimées sur la base anhydre, à l'exception de la perte à la dessiccation)

Perte à la dessiccation	Pas plus de 21 %.
Groupements octénylsuccinyle	Pas plus de 3 %.
Résidus d'acide octénylsuccinique	Pas plus de 0,3 %.
Dioxyde de soufre	Pas plus de 50 mg/kg pour les amidons de céréales modifiés Pas plus de 10 mg/kg pour les autres amidons modifiés, sauf spécification contraire
Arsenic	Pas plus de 1 mg/kg
Plomb	Pas plus de 2 mg/kg
Mercuré	Pas plus de 0,1 mg/kg
Aluminium	Pas plus de 0,3 % »

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 novembre 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé des Affaires européennes,
D. DONFUT

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 3

[2007/203626]

6 DECEMBRE 2007. — Décret modifiant l'article 36bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne et y insérant les articles 36ter et 36quater (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 36bis du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne devient l'article 36ter.

Art. 2. Un nouvel article 36bis est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 36bis. Le Gouvernement peut établir des amendes administratives contre les infractions aux dispositions du Titre II de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar.

Le montant de l'amende ne peut excéder 500 euros. Au 1^{er} janvier de chaque année, ce montant de 500 euros sera automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation (base 2004 = 100). »

Art. 3. A l'ancien article 36bis du même décret, devenu l'article 36ter, sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement désigne les membres du personnel des sociétés d'exploitation chargés de constater les infractions aux dispositions visées à l'article 36bis. Ces membres du personnel ont également qualité pour rechercher et constater les infractions visées à l'article 3, 12^o, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière. »;

2. aux alinéas 2 et 3, le mot "agents" est remplacé par les mots "membres du personnel";

3. l'alinéa 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« En cas d'infraction aux dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, ces membres du personnel dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. »

Art. 4. Un article 36^{quater} est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 36^{quater}. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne les membres du personnel des sociétés d'exploitation qui sont chacun habilités à prononcer l'amende administrative visée à l'article 36^{bis}.

§ 2. Le contrevenant est informé, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, de la sanction administrative qu'il risque d'encourir. Le Gouvernement détermine également la procédure applicable pour permettre au contrevenant de faire valoir ses observations par audition, les règles de notification de la décision d'appliquer l'amende et les modalités de paiement.

§ 3. Le contrevenant dispose d'un droit de recours contre la décision d'appliquer l'amende. Ce recours est introduit, sous peine de forclusion, dans le mois de la notification de la décision d'appliquer l'amende par voie de requête devant le tribunal de police, selon la procédure civile. Le recours devant le Tribunal de police est un recours de pleine juridiction. Il est suspensif. Le jugement du tribunal n'est pas susceptible d'appel.

§ 4. En cas de défaut de paiement de l'amende administrative dans les délais déterminés par le Gouvernement, l'amende peut être recouvrée par contrainte. La contrainte est visée et déclarée exécutoire par les membres du personnel de la société d'exploitation désignés à cet effet par le Gouvernement, lequel fixe également la procédure de notification et les délais applicables. La contrainte est régie par les dispositions contenues dans la cinquième partie du Code judiciaire relative à la saisie conservatoire et aux voies d'exécution.

§ 5. L'existence d'une décision administrative ou judiciaire définitive intervenue en exécution du présent article éteint l'action publique.

L'existence d'une décision pénale définitive statuant, pour un même fait érigé en infraction, dans le cadre d'une action publique en application des dispositions combinées de la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales, et de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, fait définitivement obstacle à toute poursuite suivant la procédure prévue par le présent article. »

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur à la date qui sera fixée par le Gouvernement wallon et au plus tard le premier jour du douzième mois qui suit la date de publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

(1) Session 2007-2008.

Documents du Parlement wallon 670 (2007-2008), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 5 décembre 2007.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 3

[2007/203626]

6. DEZEMBER 2007 — Dekret zur Abänderung vom Artikel 36bis des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region und zur Einfügung in das Dekret der Artikel 36ter und 36quater (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 36bis des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region wird zum Artikel 36ter.

Art. 2 - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 36bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 36bis - Die Regierung kann Ordnungsstrafen gegen die Verstöße gegen die Bestimmungen des Titels II des Königlichen Erlasses vom 15. September 1976 zur Einführung einer Regelung über die Personenbeförderung mit Straßenbahnen, Unterpflasterbahnen, U-bahnen, Linien- und Reisebussen erstellen.

Der Betrag dieser Strafe darf 500 Euro nicht überschreiten. Am 1. Januar eines jeden Jahres wird dieser Betrag von 500 Euro automatisch und von Rechts wegen an den Index der Verbraucherpreise gebunden, der sechs Wochen vor dem Datum der Indexierung gültig ist (Basis 2004 = 100).»

Art. 3 - In dem früheren Artikel 36bis desselben Dekrets, der zum Artikel 36ter geworden ist, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. Absatz 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Die Regierung bezeichnet die mit der Feststellung der Verstöße gegen die Bestimmungen des Artikels 36bis beauftragten Personalmitglieder der Betriebsgesellschaften. Diese Personalmitglieder sind ebenfalls befugt, die in Artikel 3, 12° des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung erwähnten Verstöße zu ermitteln und festzustellen.»;

2. in den Absätzen 2 und 3 wird das Wort "Bedienstete" durch das Wort "Personalmitglieder" ersetzt;

3. Absatz 5 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Im Falle eines Verstoßes gegen die in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen nehmen diese Personalmitglieder Protokolle auf, die bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend sind.»

Art. 4 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 36quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 36quater - § 1 - Die Regierung bezeichnet die Personalmitglieder der Betriebsgesellschaften, die alle befugt sind, die in Artikel 36bis erwähnte Ordnungsstrafe aufzuerlegen.

§ 2 - Der Zuwiderhandelnde wird gemäß den von der Regierung festgesetzten Modalitäten über die Ordnungsstrafe, die ihm auferlegt werden kann, informiert. Die Regierung bestimmt ebenfalls das anwendbare Verfahren, durch das der Zuwiderhandelnde seine Bemerkungen durch Anhörung gelten lassen kann, die Regeln für die Zustellung des Beschlusses, dass die Strafe angewandt wird, und die Zahlungsmodalitäten.

§ 3 - Der Zuwiderhandelnde verfügt über das Recht, gegen den Beschluss, dass die Strafe angewandt wird, Einspruch zu erheben.

Dieser Einspruch wird unter Androhung des Ausschlusses innerhalb eines Monats nach der Zustellung des Beschlusses, die Geldbuße aufzuerlegen, mittels einer Klageschrift beim Polizeigericht gemäß dem zivilrechtlichen Verfahren eingelegt. Der Einspruch beim Polizeigericht ist eine Klage im Verfahren mit unbeschränkter Ermessensnachprüfung. Er hat aufschiebende Wirkung. Gegen das Urteil des Gerichts kann keine Berufung eingelegt werden.

§ 4 - In Ermangelung der Zahlung der Ordnungsstrafe innerhalb der von der Regierung festgesetzten Fristen kann die Strafe per Zwangseintreibung eingezogen werden. Die Zwangseintreibung wird von den zu diesem Zweck von der Regierung bezeichneten Mitgliedern des Personals der Betriebsgesellschaft mit einem Sichtvermerk versehen und für vollstreckbar erklärt, wobei die Regierung ebenfalls das Verfahren für die Zustellung innerhalb der anwendbaren Fristen festsetzt. Der Zahlungsbefehl wird durch die Bestimmungen geregelt, die im fünften Teil des Gerichtsgesetzbuches über die Sicherungspfändung und das Vollstreckungsverfahren enthalten sind.

§ 5 - Durch das Vorhandensein einer in Ausführung des vorliegenden Artikels eingetretenen endgültigen Verwaltungs- oder Gerichtsentscheidung erlischt die Strafverfolgung.

Das Vorhandensein einer endgültigen strafrechtlichen Entscheidung hinsichtlich einer selben, als Verstoß eingestuft Handlung im Rahmen einer Strafverfolgung in Anwendung der kombinierten Bestimmungen des Gesetzes vom 6. März 1818 über die für die Übertretungen gegen die allgemeinen inneren Verwaltungsmaßnahmen zu verhängenden Strafen, sowie über die Strafen, die durch die Verordnungen der Provinzial- und Gemeindebehörden entschieden werden können, und des Königlichen Erlasses vom 15. September 1976 zur Einführung einer Regelung über die Personenbeförderung mit Straßenbahnen, Unterpflasterbahnen, U-bahnen, Linien- und Reisebussen verhindert endgültig jegliche Strafverfolgung gemäß dem in dem vorliegenden Artikel vorgesehenen Verfahren.»

Art. 5 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Wallonischen Regierung festgelegten Datum und spätestens am ersten Tag des zwölften Monats, der auf das Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

(1) *Sitzung 2007-2008*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 670 (2007-2008), Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 5. Dezember 2007.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2008 — 3

[2007/203626]

6 DECEMBER 2007. — **Decreet houdende wijziging van artikel 36bis van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar personenvervoer in het Waalse Gewest en tot invoeging van de artikelen 36ter en 36quater (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 36bis van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar personenvervoer in het Waalse Gewest wordt artikel 36ter.

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 36bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 36bis. De Regering kan administratieve boetes opleggen in geval van overtreding van de bepalingen van Titel II van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar.

Het bedrag van de boete mag niet hoger zijn dan 500 euro. Dat bedrag van 500 euro wordt jaarlijks op 1 januari automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen van kracht zes weken vóór de datum van de indexering (basis 2004 = 100). »

Art. 3. In het voormalige artikel 36bis van hetzelfde decreet, dat artikel 36ter geworden is, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De Regering wijst de personeelsleden van de exploitatiemaatschappijen aan die overtredingen van de in artikel 36bis bedoelde bepalingen moeten vaststellen. Die personeelsleden zijn ook bevoegd voor de opsporing en de vaststelling van de overtredingen bedoeld in artikel 3, 12^o, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer. »;

2. in het tweede en in het derde lid wordt het woord "agenten" vervangen door het woord "personeelsleden";

3. het vijfde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« In geval van overtreding van de bepalingen bedoeld in het eerste lid wordt door deze personeelsleden proces-verbaal opgemaakt dat bewijskracht heeft, behoudens tegenbewijs. »

Art. 4. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 36quater, luidend als volgt :

« Art. 36quater. § 1. De Regering wijst de personeelsleden van de exploitatiemaatschappijen aan die bevoegd zijn om de in artikel 36bis bedoelde administratieve boete uit te spreken.

§ 2. De overtreder wordt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten in kennis gesteld van de administratieve straf die hij dreigt op te lopen. De procedure die toegepast moet worden om de overtreder de mogelijkheid te geven zijn opmerkingen tijdens een verhoor te laten gelden, de regels voor de kennisgeving van de beslissing tot toepassing van de boete en de betalingsmodaliteiten worden ook door de Regering bepaald.

§ 3. De overtreders heeft het recht om beroep in te stellen tegen de beslissing tot toepassing van de boete. Dat beroep wordt op straffe van verval binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing tot toepassing van de boete volgens de burgerlijke procedure ingesteld d.m.v. een verzoekschrift voor de politierechtbank. Het beroep voor de politierechtbank is er één van volledige rechtsmacht. Het is opschortend. Tegen het vonnis van de rechtbank kan geen beroep ingesteld worden.

§ 4. Als de administratieve boete niet binnen de door de Regering bepaalde termijnen betaald wordt, kan ze door dwangbevel ingevorderd worden. Het dwangbevel wordt geïssueerd en uitvoerbaar verklaard door de personeelsleden van de exploitatiemaatschappij die de Regering daartoe heeft aangewezen. De Regering legt ook de kennisgevingsprocedure en de toepasselijke termijnen vast. Het dwangbevel valt onder de bepalingen vervat in het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het bewarend beslag en de middelen tot tenuitvoerlegging.

§ 5. Het bestaan van een definitieve administratieve of rechterlijke beslissing ter uitvoering van dit artikel doet de strafvordering vervallen.

Het bestaan van een definitieve strafrechtelijke beslissing waarbij voor hetzelfde strafbaar gesteld feit uitspraak gedaan wordt in het kader van een strafvordering overeenkomstig de gecombineerde bepalingen van de wet van 6 maart 1818 omtrent de straffen tegen de overtreders van algemene verordeningen uit te spreken of bij de provinciale of plaatselijke reglementen vast te stellen en het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar vormt een definitief beletsel voor elke vervolging volgens de procedure waarin dit artikel voorziet. »

Art. 5. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum, uiterlijk de eerste dag van de twaalfde maand na de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement 670 (2007-2008), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 december 2007.

Bespreking - Stemmingen.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 4

[C - 2007/31559]

13 DECEMBER 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van 10 december 1998 betreffende de waardeverminderingen van vastgestelde rechten bij de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, inzonderheid op artikel 7, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de ordonnantie van 12 maart 1998;

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 4

[C - 2007/31559]

13 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 10 décembre 1998 concernant les réductions de valeur de droits constatés au Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 5;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 7, tel que modifié par l'article 4 de l'ordonnance du 12 mars 1998;